

# TURKEY RIGHTS MONITOR



Numéro 66 | 20-26 septembre 2021

## DÉTENTIONS ET ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Tout au long de la semaine, les procureurs ont ordonné la détention d'au moins 269 personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen. En octobre 2020, un [avis](#) du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire (GTDA) a déclaré que l'emprisonnement généralisé ou systématique de personnes ayant des liens présumés avec le groupe pouvait constituer un crime contre l'humanité. Solidarity with OTHERS a compilé une [base de données](#) détaillée pour suivre les détentions massives liées à Gülen depuis un coup d'État manqué en juillet 2016.

**20 septembre** : [Bekir Güven](#), qui souffre de la maladie neurodégénérative de Huntington, a été envoyé en prison après qu'une cour d'appel a confirmé une peine de 22 mois de prison pour un tweet qu'il a publié en 2015.

**21 septembre** : Un procureur a [prolongé](#) unilatéralement la peine de prison du prisonnier politique Resul Baltacı sans bénéficier d'une procédure judiciaire, éliminant ainsi ses chances de libération conditionnelle. Baltacı a fait l'objet d'une enquête pour possession de deux objets interdits en prison, ce qui a entraîné une prolongation de sa peine initiale de 36 à 45 ans.

## PRIVATION ARBITRAIRE DE LA VIE

**20 septembre** : Un hélicoptère militaire à Van aurait [ouvert](#) le feu sur un groupe de personnes à la frontière turco-iranienne, tuant deux jeunes âgés de 19 et 16 ans.

**20 septembre** : Mary Lawlor, rapporteuse spéciale de l'ONU sur la situation des défenseurs des droits humains, a [appelé](#) le gouvernement turc à faire la

lumière sur le meurtre, il y a quatre ans, du couple Ali Ulvi et Aysin Büyüknohutçu, défenseurs de l'environnement qui ont contesté illégalement deux carrières de pierre polluantes dans une zone agricole près d'Antalya.

**23 septembre** : Ahmet Baran Çelik, avocat de l'Association des avocats pour la liberté (ÖHD), a [annoncé](#) lors d'une conférence de presse que depuis le début de la guerre en Syrie en 2011, les forces de sécurité turques ont tué un total de 502 personnes à la frontière syrienne.

## DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de [Yusuf Bilge Tunç](#), un ancien travailleur du secteur public qui a été licencié par un décret-loi au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui a été signalé disparu le 6 août 2019 dans ce qui semble être l'un des derniers cas d'une série de [disparitions forcées](#) présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

## LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION

**20 septembre** : La police d'Ankara a brièvement [détenu](#) neuf étudiants qui protestaient contre les problèmes rencontrés par les étudiants universitaires pour trouver un logement abordable.

**21 septembre** : La police d'Adana a [arrêté](#) neuf personnes, dont un cadre local du HDP et deux cadres d'une ONG de solidarité avec les proches des prisonniers.

**22 septembre** : La police d'Istanbul a [arrêté](#) huit personnes dans le cadre d'une enquête sur une ONG créée pour la solidarité avec les proches des

prisonniers. Les détenus ont été placés en résidence surveillée le 24 septembre.

**22 septembre** : Un tribunal de Diyarbakir a [condamné](#) la journaliste Yelda Çiçek à un an et huit mois de prison pour avoir suivi les manifestations organisées dans la province contre le curateur nommé par le gouvernement qui a remplacé le maire élu.

**22 septembre** : La police d'Eskişehir a [arrêté](#) six étudiants universitaires qui dormaient dans un parc pour protester contre les prix élevés des logements.

**22 septembre** : La police d'Istanbul a brièvement [détenu](#) quatre personnes qui protestaient contre des logements étudiants inabordables.

**22 septembre** : La Cour suprême d'appel a [annulé](#) la peine de six ans et trois mois de prison prononcée contre le journaliste Aziz Oruç en raison d'une manifestation à laquelle il avait participé en tant qu'étudiant en 2011.

**23 septembre** : La police de Tekirdağ a [attaqué](#) une manifestation de travailleurs, arrêtant 58 personnes.

**23 septembre** : La police d'Izmir a [arrêté](#) trois personnes qui protestaient contre le prix élevé des logements pour les étudiants.

**24 septembre** : La police de Bolu a brièvement [détenu](#) trois personnes qui avaient protesté contre leur renvoi sommaire de la fonction publique à la suite d'une tentative de coup d'État en 2016.

**25 septembre** : Un bureau du gouverneur de district de Hatay a [interdit](#) un concert prévu par des groupes de défense des droits humains, invoquant la pandémie de Covid-19.

## LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

**20 septembre** : [Bekir Güven](#), qui souffre de la maladie neurodégénérative de Huntington, a été envoyé en prison après qu'une cour d'appel a confirmé une peine de 22 mois de prison pour un tweet qu'il a publié en 2015.

**21 septembre** : Un tribunal d'Antalya a [condamné](#) les journalistes Cihat Ünal, Ömer Özdemir et Serhat Şeftali à six ans et trois mois de prison pour appartenance à une organisation terroriste. Le tribunal a également

condamné les journalistes Osman Yakut et Olgun Matur à trois ans et deux mois pour avoir aidé une organisation terroriste. Les condamnations ont été prononcées en raison des liens présumés des journalistes avec le mouvement Gülen.

**21 septembre** : Un [rapport](#) annuel de Freedom House sur la liberté d'Internet dans le monde a révélé que la liberté d'Internet a continué de décliner pour la troisième année consécutive en Turquie et que des centaines de sites Web ont été bloqués au cours de la période couverte.

**21 septembre** : Les procureurs d'Istanbul ont [inculpé](#) le chef de la mafia Sedat Peker pour avoir insulté et calomnié Erkam Yıldırım, le fils du haut dirigeant du parti Binali Yıldırım, dans un message vidéo dans lequel il faisait des allégations de trafic de drogue, réclamant jusqu'à six ans, quatre mois de prison.

**21 septembre** : Les autorités [décident](#) de confisquer le 82e numéro du magazine Teori ve Politika pour avoir prétendument fait l'éloge d'un éminent militant de gauche.

**22 septembre** : Un tribunal de Diyarbakir a [condamné](#) la journaliste Yelda Çiçek à un an et huit mois de prison pour avoir suivi les manifestations organisées dans la province contre le curateur nommé par le gouvernement qui a remplacé le maire élu.

**22 septembre** : Un tribunal d'Istanbul a [décidé](#) de bloquer l'accès aux reportages sur le propriétaire d'un hôtel construit sur une crique qui était auparavant ouverte au public.

**23 septembre** : La police d'Izmir a brièvement [détenu](#) le journaliste Süleyman Gençel.

**23 septembre** : Un tribunal de Diyarbakir a [décidé](#) de bloquer l'accès à trois adresses Web utilisées par le site Web pro-kurde Jinnews.

**23 septembre** : Un tribunal d'Istanbul a [décidé](#) de bloquer l'accès à une chronique rédigée par un journaliste critique pour le gouvernement.

**23 septembre** : Un tribunal d'Istanbul a [décidé](#) de bloquer l'accès aux reportages sur des policiers qui ont mené une violente perquisition à domicile qui a coûté la vie à une femme de 25 ans.

**23 septembre** : Un tribunal d'Istanbul a [décidé](#) de bloquer l'accès aux informations contenant des allégations selon lesquelles un ancien haut responsable du ministère de la Santé aurait fait publier par l'institution un faux rapport selon lequel son père était en bonne santé alors qu'en réalité il souffre de la maladie d'Alzheimer, afin de pouvoir faire une transaction immobilière en son nom.

**23 septembre** : Le ministère de la Santé [lance](#) une action civile contre trois journaux ; Cumhuriyet, Birgün et Evrensel ; pour avoir rendu compte d'une question parlementaire sur des allégations selon lesquelles une entreprise détenue en partie par l'épouse et le fils du vice-ministre de la Santé s'est vu attribuer de nombreux appels d'offres publics par le ministère.

**24 septembre** : Un tribunal de Diyarbakır a [décidé](#) de bloquer l'accès à une adresse Web utilisée par l'agence de presse pro-kurde Etkin.

**24 septembre** : Un tribunal de Mersin a [décidé](#) de bloquer l'accès aux informations faisant état d'allégations selon lesquelles un dirigeant local du parti au pouvoir et les membres de sa famille se livraient à un certain nombre d'activités illicites.

**24 septembre** : Un tribunal de Batman a décidé de bloquer l'accès aux reportages sur les allégations selon lesquelles le maire de la province aurait attribué un appel d'offres public au fils d'un de ses amis proches.

**24 septembre** : Un tribunal d'Istanbul a [décidé](#) de bloquer l'accès aux reportages sur un précédent blocage d'accès imposé aux reportages selon lequel un appel d'offres avait été attribué à un ami du président.

**25 septembre** : Un tribunal de Diyarbakır a [décidé](#) de bloquer l'accès à une adresse Web utilisée par le site d'information pro-kurde Özgür Gelecek.

**26 septembre** : L'agence de publicité de presse (BİK), l'organisme public chargé de réglementer les publicités financées par l'État dans les médias, a [imposé](#) une interdiction de publicité de 74 jours au quotidien Cumhuriyet, critique pour le gouvernement, pour ses reportages sur les allégations selon lesquelles un assistant présidentiel aurait participé à une opération construction illégale sur le terrain public.

**26 septembre** : İdris Yayla, un journaliste basé à Batman, a été [menacé](#) au téléphone par des individus

non identifiés. Le même jour, deux personnes ont tiré en l'air devant le domicile du journaliste.

## DÉFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME

**21 septembre** : La Fondation des droits humains de Turquie a [publié](#) une fiche d'information indiquant qu'un total de 1 098 défenseurs des droits humains ont été placés en détention et 33 ont été arrêtés entre le 1er mars et le 31 août.

**23 septembre** : Un tribunal de Hakkari a [condamné](#) Sait Çağlayan, responsable de l'Association des droits de l'homme (İHD), à six ans et trois mois de prison pour des accusations liées au terrorisme.

## INDÉPENDANCE JUDICIAIRE ET ÉTAT DE DROIT

**20 septembre** : Mary Lawlor, rapporteuse spéciale de l'ONU sur la situation des défenseurs des droits humains, a [appelé](#) le gouvernement turc à faire la lumière sur le meurtre, il y a quatre ans, du couple Ali Ulvi et Aysin Büyüknohutçu, défenseurs de l'environnement qui ont contesté illégalement deux carrières de pierre polluantes dans une zone agricole près d'Antalya.

**21 septembre** : Les médias ont [révélé](#) que les procureurs avaient ouvert 1,5 million d'enquêtes sur des allégations de terrorisme entre 2016 et 2020, en concluant 208 833 d'entre elles.

## MINORITÉ KURDE

**20 septembre** : Un groupe d'habitants de Düzce [attaque](#) des saisonniers kurdes, blessant plusieurs personnes.

**20 septembre** : Une administration pénitentiaire d'Elazığ a [refusé](#) d'accepter une robe envoyée à l'ancienne députée de l'opposition Leyla Güven parce qu'elle arborait « les couleurs traditionnellement associées au peuple kurde ».

**20 septembre** : Un groupe d'assailants à Antalya a [attaqué](#) un bus interurbain à destination de la province à majorité kurde de Diyarbakır, faisant deux blessés.

**21 septembre** : Un tribunal de Van a [condamné](#) le responsable du HDP Firat Keser à sept ans et six mois de prison pour des accusations liées au terrorisme.

**21 septembre** : La police d'Adana a [arrêté](#) neuf personnes, dont un cadre local du HDP et deux cadres d'une ONG de solidarité avec les proches des prisonniers.

**22 septembre** : Un tribunal de Diyarbakir a [décidé](#) de libérer l'ancien député HDP Çağlar Demirel qui avait été emprisonné en décembre 2016 pour des accusations liées au terrorisme.

**23 septembre** : La police d'Ankara a [arrêté](#) le responsable du HDP Betül Ünsal pour des accusations liées au terrorisme. Ünsal a été arrêté par un tribunal le même jour.

**23 septembre** : Un tribunal de Diyarbakir a [décidé](#) de bloquer l'accès à trois adresses Web utilisées par le site Web pro-kurde Jinnews.

**24 septembre** : Les parents de Deniz Poyraz, un employé du HDP de 38 ans qui a été tué lors d'une attaque armée contre le bureau du HDP à Izmir le 17 juin, ont [déposé](#) une plainte pénale contre la police locale, qu'ils accusent de négligence.

**24 septembre** : Un tribunal de Diyarbakir a [décidé](#) de bloquer l'accès à une adresse Web utilisée par l'agence de presse pro-kurde Etkin.

**25 septembre** : Un tribunal de Diyarbakir a [décidé](#) de bloquer l'accès à une adresse Web utilisée par le site d'information pro-kurde Özgür Gelecek.

## CONDITIONS DE DÉTENTION

**20 septembre** : Les médias ont [révélé](#) que Kenan Özcan, un détenu détenu dans une prison d'Afyon, avait été hospitalisé le 17 septembre et qu'il était décédé trois jours plus tard. Le fils d'Özcan a déclaré que les autorités ne divulguaient aucune information sur la cause de la mort de son père.

**20 septembre** : Une administration pénitentiaire d'Elazığ a [refusé](#) d'accepter une robe envoyée à l'ancienne députée de l'opposition Leyla Güven parce qu'elle arborait « les couleurs traditionnellement associées au peuple kurde ».

**22 septembre** : Une prison de Diyarbakir a [lancé](#) une enquête disciplinaire sur le détenu Ayşe Gökkan sur ses observations dans une pétition, elle a écrit aux procureurs sur les violations des droits qu'elle a dû relever derrière les barreaux.

## RÉFUGIÉS ET MIGRANTS

**20 septembre** : Le ministère de l'Intérieur [ordonne](#) la démolition de bâtiments principalement habités par des réfugiés syriens à Ankara, où une violente émeute anti-réfugiés a eu lieu en août.

**21 septembre** : Les familles de migrants qui ont été jetés dans la rivière Evros par des gendarmes turcs ont [appelé](#) les autorités à retrouver leurs proches. Lors de l'incident qui a eu lieu en août, plus de 50 migrants ont été jetés dans le fleuve par les gendarmes turcs après avoir été repoussés par la Grèce.

**23 septembre** : Huit anciens enseignants et policiers licenciés par décret-loi à la suite d'une tentative de coup d'État en 2016 ont été [arrêtés](#) par la sécurité des garde-côtes dans l'ouest de la Turquie, puis arrêtés alors qu'ils tentaient de fuir vers la Grèce sur un canot.

## TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

**22 septembre** : Les médias ont révélé qu'en mai 2021, la Cour constitutionnelle avait [statué](#) en faveur du requérant Eyüp Birinci, un ancien enseignant torturé en garde à vue après avoir été arrêté en juillet 2016 pour des liens avec le mouvement Gülen.

**23 septembre** : La Cour constitutionnelle a [ordonné](#) à l'État de verser une indemnité à la famille d'une personne qui, en 1992, a été torturée à mort par des soldats dans la province à majorité kurde de Diyarbakir.

**26 septembre** : La police de Hatay a [agressé](#) physiquement deux personnes à la suite d'une dispute qui a éclaté à un poste de contrôle routier.

## RÉPRESSION ET VIOLATIONS TRANSNATIONALES

**23 septembre** : Le site d'information Der Spiegel a [rapporté](#) que la police allemande avait fait une descente le 17 septembre dans un hôtel à Düsseldorf et arrêté un Turc de 40 ans avec un pistolet à gaz et une grande

quantité de munitions en plus d'une liste d'adeptes du Mouvement Gülen.

## **DROITS DES FEMMES**

**21 septembre** : La branche d'Izmir de l'Association des droits de l'homme (İHD) a [publié](#) un rapport, notant une recrudescence des violations des droits des femmes dans la région après le retrait de la Turquie de la Convention d'Istanbul sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes.